

Inflation - déflation - dévaluation

Autor(en): **Weber, Max**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **27 (1935)**

Heft 3

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384005>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Inflation — Déflation — Dévaluation.

Par Max Weber.

Ce titre se compose de trois notions scientifiques, mais aussi de trois clichés qui ont déjà causé beaucoup de mal. En effet, au cours des discussions relatives à des questions relevant de l'économie politique, on use de ces termes à tort et à travers. Ils sont l'objet de multiples interprétations et beaucoup de ceux qui les emploient ne savent même pas ce qu'ils veulent dire en les articulant. Que faut-il penser, si un journal politique écrit, par exemple, que l'Angleterre a pratiqué l'inflation au cours de ces dernières années? Je m'efforcerai, ci-après, d'expliquer la signification scientifique de ces trois termes aussi bien que possible. En outre, j'exposerai l'attitude que, selon moi, la classe ouvrière devrait adopter vis-à-vis de ces problèmes.

Il y a *inflation* lorsque l'argent mis en circulation dépasse les besoins des échanges. Par exemple, lorsque l'Etat couvre ses besoins financiers en imprimant des billets de banque au lieu de prélever des impôts ou de contracter des emprunts. C'est le cas d'inflation qui se produit le plus souvent. Cette augmentation du volume de l'argent qui circule entraîne une dépréciation de la monnaie. L'argent aussi est régi par une loi générale, selon laquelle le prix est influencé par l'offre et la demande. Mais la valeur de l'argent se traduit par le prix des marchandises. Dépréciation de l'argent signifie hausse des prix. L'inflation favorise les valeurs réelles (immeubles, etc.) et déprécie les valeurs en argent (dépôts d'épargne, obligations). Le salaire réel de l'ouvrier diminue, car les augmentations ne parviennent pas à compenser la hausse des prix. L'inflation cause de profondes perturbations dans la vie économique. *Exemples:* Durant les années 1914/18, la plupart des Etats ont couvert les dépenses résultant de la conduite de la guerre en recourant plus ou moins à la planche aux billets de banque. De ce fait, ils ont causé l'inflation. Dans certains pays (par exemple en Allemagne), ce système fut pratiqué sur une si grande échelle que la monnaie perdit toute valeur, qu'elle disparut même de la circulation. Il fallut réintroduire le troc.

La *déflation*, selon la définition scientifique, consiste en une diminution artificielle (non pas imposée par les échanges) de la quantité d'argent qui circule. Cet objectif est atteint par un renchérissement ou par une limitation du crédit. La déflation entraîne une baisse des prix et la crise ou aggrave la crise. Au cours de ces dernières années, dans le langage courant, le vocable « déflation » a aussi été appliqué à la politique selon laquelle la baisse des prix et des salaires est considérée comme le seul moyen susceptible de surmonter la crise. Cette baisse doit être obtenue sans renchérir ou limiter le crédit. En Suisse, le terme de déflation a été introduit

par M. Musy lorsqu'il préconisa la politique de baisse revendiquée par les employeurs.

Les conséquences de la politique de baisse étant les mêmes que celles de la déflation du crédit, on peut effectivement se servir du terme « déflation » pour définir ces deux méthodes tendant à la baisse des prix. La déflation déprécie les valeurs réelles, mais valorise tout ce qui est mesuré avec de l'argent, les actifs (capitaux) aussi bien que les passifs (dettes). Les salariés paraissent en tirer un bénéfice résultant de la baisse des prix qui, cependant, est immédiatement suivie d'une réduction des salaires et d'une aggravation de la crise. Finalement, la baisse du salaire l'emporte sur le fléchissement des prix. C'est pourquoi le parti bernois des paysans et artisans a pleinement raison lorsqu'il écrit, au sujet de la déflation, que « les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres ». *Exemples:* Au cours de ces dernières années, l'Allemagne et l'Italie ont pratiqué la déflation en limitant le crédit. La déflation sous forme de baisse des prix et des salaires a été pratiquée notamment en Belgique, et sous une forme quelque peu atténuée par la France et la Suisse.

L'inflation, comme la déflation modifient la valeur de l'argent par rapport aux marchandises et provoquent des troubles dans la vie économique. La *dévaluation* ou la dépréciation de la monnaie est tout autre chose. Cette opération modifie en premier lieu le cours du change, c'est-à-dire la valeur de la monnaie nationale par rapport aux autres monnaies étrangères et à l'or. De ce fait, les conditions d'échange de la monnaie du pays avec celles d'autres nations sont modifiées. Cela n'a rien de commun avec l'inflation, car la quantité d'argent en circulation n'est nullement modifiée par suite de la dépréciation.

Les conséquences de la dévaluation peuvent être très différentes, selon le degré de la dépréciation et les circonstances dans lesquelles il y est procédé. Dans l'intérieur du pays il n'y aurait rien de changé si, du fait que les marchandises importées doivent être payées plus cher, le niveau des prix n'en était pas influencé. Lorsque cette éventualité se produit dans une forte mesure, il s'ensuit une augmentation de la valeur des biens réels et une dépréciation des valeurs représentées par de l'argent. Ce sont donc, bien que dans une beaucoup plus faible proportion, les mêmes effets que ceux consécutifs à l'inflation. La différence capitale réside dans le fait que par la dévaluation, ces déplacements de valeur sont maintenus dans les limites qui correspondent à la dépréciation de la monnaie, alors que s'il s'agit de l'inflation il n'y a pas de cran d'arrêt.

Exemples: Au cours de ces dernières années, presque tous les pays ont déprécié leur monnaie. L'Angleterre recourut à ce moyen en 1931, en partie parce que des milieux étendus considéraient la dévaluation du sterling comme le moyen le plus efficace et le plus rapide pour maîtriser la crise, en partie en raison de nécessités monétaires. (D'importants capitaux français, à court terme, étaient

placés en Angleterre. Celle-ci les avait investis à long terme en Allemagne. Lorsque les Français en exigèrent le remboursement immédiat, l'Angleterre ne fut pas en mesure de satisfaire à cette demande.) Les Etats scandinaves imitèrent la Grande-Bretagne, vu qu'ils entretiennent d'étroites relations commerciales avec ce pays. Les Etats-Unis abandonnèrent l'étalon-or, parce que la situation des fermiers était devenue intenable par suite de la baisse des prix et de la valorisation des dettes qui en résulta. Roosevelt voulait provoquer une hausse des prix, coûte que coûte.

Quelle attitude la classe ouvrière doit-elle adopter à l'égard de ces trois problèmes: inflation, déflation, dévaluation?

En ce qui concerne les deux premiers, la chose peut, semble-t-il, être considérée comme élucidée. L'Union syndicale suisse déclare, en effet, dans son programme:

La circulation monétaire doit être adaptée aux besoins de l'économie politique par la Banque nationale. L'économie ne doit pas être troublée par la circulation de l'argent. L'Union syndicale est opposée à l'*inflation* et à la *déflation*.

Cela signifie que la classe ouvrière demande que notre politique monétaire soit aussi dirigée méthodiquement. L'anarchie dans le domaine monétaire aboutit à des perturbations, tout comme l'incohérence dans la production, à cette différence près, que les conséquences peuvent être encore plus fâcheuses. L'attitude négative à l'endroit de l'inflation et de la déflation est probablement approuvée unanimement dans les syndicats et dans le parti socialiste. Cette unanimité se retrouve aussi dans l'opposition à la politique tendant à la baisse des prix et des salaires, c'est-à-dire à cette déflation qui ne résulte pas de mesures prises par la banque d'émission.

Le problème de la *dévaluation* n'est pas aussi simple. Il ne se pose naturellement qu'en temps de crise et lorsque des manipulations monétaires à l'étranger ont créé une situation anormale pour la monnaie nationale.

La dévaluation monétaire ne peut pas être considérée comme un moyen efficace pour lutter contre la crise. Si tous les pays recourent à ce moyen, les répercussions sur le niveau international des prix sont nulles. Il en est autrement si un seul pays déprécie sa monnaie. Par cette mesure, il peut arrêter la baisse des prix sur son territoire, voire provoquer une hausse, comme ce fut le cas aux Etats-Unis d'Amérique. Le problème se pose encore autrement, lorsque la plupart des pays ont dévalué leur monnaie, alors que quelques-uns maintiennent la leur au cours élevé de l'or, avec un niveau des prix correspondant. C'est dans cette dernière situation que se trouve aujourd'hui la Suisse avec les autres pays du bloc-or. Actuellement, les pays représentant plus du 90 % de l'économie mondiale, possèdent une monnaie dépréciée. Il s'agit de savoir si les autres nations recourront aussi à ce moyen, ou si elles doivent tendre à la soi-disant « adaptation » par d'autres mesures, ou si cette adaptation n'est pas nécessaire.

Le moyen le plus simple de s'adapter au niveau des prix de l'étranger serait la dévaluation aussi dans les pays du bloc-or. Mais ce moyen comporte également certains inconvénients auxquels nous avons déjà fait allusion. Le principal réside dans l'*incertitude* où l'on se trouve quant aux répercussions de la dévaluation, tout spécialement pour la Suisse dont les relations avec le marché mondial sont très étroites. Cette incertitude est d'autant plus fondée que la *spéculation* est la plus grande inconnue du problème.

Il est possible que l'écart constaté aujourd'hui entre le niveau des prix d'un pays à l'autre disparaisse ou qu'il soit ramené à ce qu'il était avant la crise. C'est probablement ce qui arrivera, si l'économie mondiale redevient aussi active qu'elle le fut dans le passé. En temps de crise, le fournisseur le meilleur marché peut déterminer les prix. (Affirmation d'une valeur très relative, vu que précisément en temps de crise, d'autres facteurs, à côté du prix, peuvent jouer un rôle décisif.) Mais lorsque pour satisfaire les besoins de l'économie mondiale, le concours des producteurs de tous les pays est nécessaire, ceux dont les prix sont les plus élevés y trouveront encore leur compte. C'est ce qui arriva après la dernière crise. Alors, l'inflation entraîna une baisse du change de nombreux pays et, dans la suite, celui-ci fut stabilisé à un niveau très bas. Il en résulta, temporairement, de grandes différences de prix. (On se souvient encore des exportations massives de l'Allemagne et des offres au rabais de la France.) En peu d'années, ces différences ont disparu par la hausse du niveau des prix à l'étranger. Cela peut encore se reproduire après la crise actuelle. Il est vrai que le « complexe de dévaluation » est beaucoup plus grand qu'en 1922/23.

Mais même si cette éventualité ne se produit pas (ou aussi longtemps qu'elle ne se réalisera pas), la dévaluation de la monnaie n'est pas une nécessité absolue pour compenser les différences entre le niveau des prix des pays à monnaie saine, d'une part, et celui des pays à change déprécié, d'autre part. Il existe d'autres moyens pour atteindre ce but. Je pense avant tout à une *organisation serrée du commerce extérieur* (si possible monopole du commerce extérieur). Par cette mesure, il serait possible d'obtenir une compensation entre les marchandises importées à leur prix et les exportations. C'est ce que font un certain nombre de pays étrangers. Les méthodes employées à cet effet sont multiples.

Notre gouvernement national et le gouvernement qui se tient derrière lui (celui qui dicte ses volontés quant à notre politique économique) ne veulent ni de la dévaluation, ni de la compensation par arrangements commerciaux. Ils ne sont pas non plus disposés à attendre la compensation par une hausse des prix à l'étranger. Ils tendent à l'*adaptation par une baisse générale des prix et des salaires*, c'est-à-dire par la *déflation*. C'est une voie que nous devons *considérer comme absolument impraticable. Economiquement* d'abord, parce qu'elle aboutirait à une aggravation de la crise, dont nous ne réalisons pas le degré, car les entreprises agricoles et de

l'artisanat qui, aujourd'hui, sont déjà surendettées, seraient vouées à la ruine complète. Elle n'est *psychologiquement* pas praticable, parce que la pression qui s'exerce sur les prix depuis des années entrave toute notre vie économique et détraque les nerfs du peuple. Elle n'est *politiquement* pas praticable pour notre Etat, parce que, dans son désespoir, le peuple se détournerait de la démocratie incapable de lui assurer une existence suffisante.

Voilà pourquoi l'*initiative de crise* a été lancée par la classe ouvrière, d'entente avec les paysans et les employés. L'initiative de crise veut précisément éviter la déflation et la dévaluation. En organisant la lutte contre la crise, il sera possible de maintenir intacte notre économie travaillant pour le marché indigène et de promouvoir notre exportation par des mesures de soutien que prendra l'Etat aussi longtemps que durera la période de dépression. A mon avis, l'initiative de crise est le seul moyen susceptible de mettre un terme à la politique de baisse sans dévaluer le franc suisse. Il n'y a pas de divergence de vues au sein de la classe ouvrière quant à la voie à suivre. Les avis paraissent partagés au sujet de la dépréciation de notre monnaie. Si la politique que préconise l'initiative de crise est impossible par suite de l'opposition de la haute finance, le problème de la dévaluation se posera à nouveau, car la classe ouvrière ne pourra, en tout état de cause, pas tolérer que l'on poursuive la politique de baisse des prix et des salaires. Toujours est-il que si l'on réussit à mobiliser toutes les forces opposées à cette politique de baisse, — cela doit être possible — l'initiative de crise sera acceptée et réalisée.

Le droit des syndicats de procéder à des exclusions.

Par *Arnold Gysin*.

La *liberté de mouvement* est la base du développement du mouvement ouvrier. Elle seule permet aux organisations de s'étendre et d'agir dans l'intérêt du progrès. C'est pourquoi les adversaires du progrès et du mouvement ouvrier cherchent à limiter et à supprimer cette liberté de mouvement. Cette tendance trouve son expression extrême dans l'interdiction des syndicats libres, dans la synchronisation de l'activité des fédérations et dans la domination, par un Etat fasciste ou corporatif, des organisations « ersatz » qu'il crée lui-même. C'est ainsi que s'opposent d'une part la liberté de mouvement en tant qu'élément vital du mouvement ouvrier, de l'autre la stabilisation et la stérilisation de ses forces, dont le but est de supprimer la fonction historique du mouvement ouvrier.